
La recomposition de la politique étrangère turque en Afrique subsaharienne

Entre diplomatie publique et acteurs privés

Gabrielle Angey

Mars 2014



**Programme
Afrique subsaharienne**

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales.

Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*



ISBN : 978-2-36567-263-4

© Ifri – 2014 – Tous droits réservés

Ifri
27, rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Sommaire

INTRODUCTION	2
UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE RENOUVÉE	6
De la neutralité à l'« Ouverture à l'Afrique », histoire d'un nouveau diplomatique	6
<i>De 1923 à 1980, une politique atlantiste et pro-européenne</i>	6
<i>Depuis les années 2000, la mise en œuvre d'une nouvelle conception de la politique étrangère</i>	9
Une présence diplomatique croissante de la Turquie	12
<i>Une insertion croissante de la Turquie dans les organisations africaines</i>	12
<i>Une ouverture intensive d'ambassades en Afrique et la multiplication des visites diplomatiques</i>	13
<i>La coordination de l'aide au développement par le biais de l'agence TİKA</i>	14
<i>La Turquie engagée dans le domaine de la défense en Afrique</i>	15
UNE OFFENSIVE S'APPUYANT SUR DE NOUVEAUX ACTEURS PRIVÉS	18
L'économie, pierre angulaire de la nouvelle politique turque en Afrique	18
<i>La privatisation de la politique étrangère de la Turquie</i>	18
<i>Des résultats encourageants</i>	19
De nouveaux acteurs privés turcs entre religion et commerce en Afrique	23
<i>L'émergence de nouveaux acteurs liés à la démocratisation de la Turquie</i>	23
<i>Des nouveaux acteurs privés façonnant la politique étrangère turque</i>	24
Une joint-venture entre acteurs privés et gouvernement dans l'ouverture à l'Afrique : négociations et collaboration diplomatique et économique	28
<i>L'utilisation historique de la ressource Islam par l'État turc</i>	28
<i>Une action diplomatique et économique conjointe</i>	29
Les limites et défis d'un rapprochement récent entre la Turquie et l'Afrique	30
<i>Sur le plan économique</i>	30
<i>Sur le plan diplomatique</i>	30
<i>Les échos de la politique intérieure sur la politique étrangère turque</i> ..	32
CONCLUSION	34

Introduction

La présence économique et diplomatique de la Turquie en Afrique est méconnue. Elle participe d'une tendance forte de ces vingt dernières années : l'investissement de pays émergents dans les économies africaines, venant ainsi concurrencer les partenaires historiques de ces pays¹. Ainsi, la part des échanges commerciaux menés par l'Afrique avec les puissances émergentes² est passée de 23 % à 36,5 % entre 2000 et 2009. Sur la même période, la part des partenaires traditionnels est passée de 77 % à 63,5 %³.

Ce mouvement s'insère dans la multiplication, observée ces dernières années, des échanges économiques, mais aussi diplomatiques et culturels entre des régions dites du Sud. Parmi ces nouveaux partenaires, les plus connus sont la Chine (devenue depuis 2009 premier partenaire commercial de l'Afrique devant les États-Unis⁴), l'Inde et le Brésil. Depuis 1998, avec le lancement d'un programme d'ouverture à l'Afrique, la Turquie est venue rejoindre ces pays, devenant un des nouveaux partenaires incontournables de l'Afrique. Elle fait partie des cinq pays émergents ayant le plus gros

Gabrielle Angey est doctorante en sociologie politique à l'EHESS et l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA) d'Istanbul, elle prépare actuellement une thèse sur l'implantation du mouvement turc de Fethullah Gülen en Afrique subsaharienne.

¹ Nous définirons ici les partenaires historiques comme les pays appartenant au club des « donateurs », le Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD), au début du millénaire (parmi lesquels on compte notamment la France, le Royaume-Uni et les États-Unis). En mars 2011, les 24 membres du CAD sont l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Commission européenne, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Dix des membres de l'OCDE ne sont pas membres du CAD : le Chili, l'Estonie, la Hongrie, l'Islande, Israël, le Mexique, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Slovaquie et la Turquie.

www.africaneconomicoutlook.org/fr/thematique/emerging-partners/

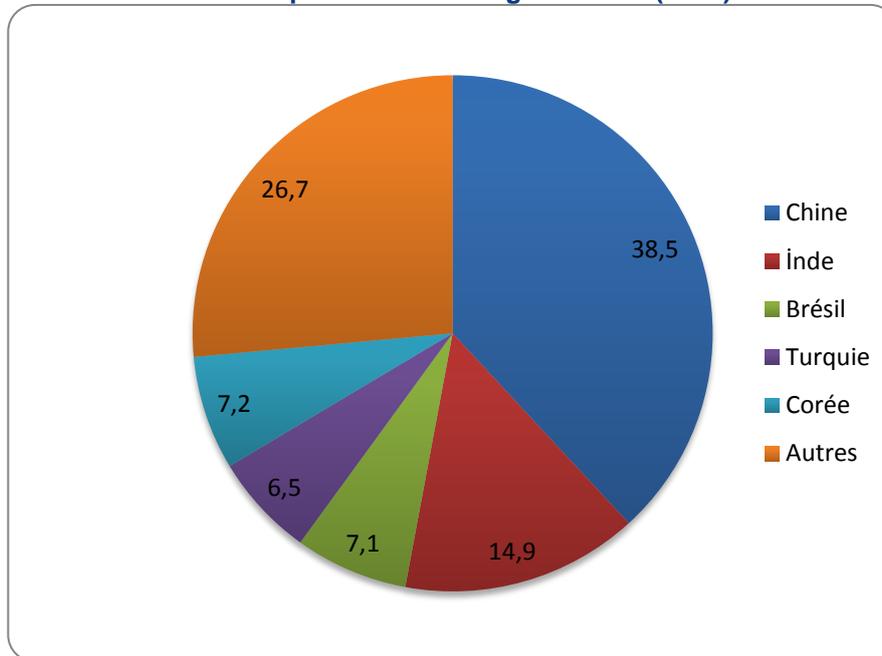
² « La notion de "partenaire émergent" telle qu'elle est utilisée ici, tente d'exprimer deux caractéristiques : dans un contexte mondial, ils sont considérés comme des pays "émergents" ; leurs relations avec l'Afrique restaient marginales jusqu'à ces dix dernières années, mais sont en forte progression et devraient continuer de croître. », www.africaneconomicoutlook.org/fr/thematique/emerging-partners/.

³ Calculs basés sur les données du ComTrade du Centre de développement de l'OCDE, www.africaneconomicoutlook.org/fr/thematique/emerging-partners/.

⁴ « La Chine double le montant de ses prêts en Afrique à 20 milliards de dollars », *Le Monde*, 19 juillet 2012, www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2012/07/19/la-chine-double-le-montant-de-ses-prets-en-afrique-a-20-milliards-de-dollars_1735488_3216.html.

volume d'échange commercial avec l'Afrique et se situe à un niveau comparable à la Corée et au Brésil.

Figure 1 : Distribution des flux commerciaux avec l'Afrique entre les partenaires émergents en % (2009)



Source : Centre de développement de l'OCDE, calculs basés sur les données ComTrade.

En effet, depuis une quinzaine d'années, la Turquie a vu son économie se développer très rapidement. Son produit intérieur brut (PIB) a été multiplié par 4 depuis 2001⁵, et elle a réussi à diminuer son inflation (qui avait explosé lors de l'effondrement de son économie au début des années 2000). La croissance moyenne du pays entre 2008 et 2012 se situe autour de 5 %, même si en 2012, la croissance turque n'a été que de 2,2 %, en raison de la baisse de sa consommation intérieure⁶. Ses exportations ont augmenté de 18 % au cours de la crise, faisant de la Turquie l'un des pays de l'OCDE ayant eu les meilleures performances économiques durant cette période. Cette bonne santé économique se manifeste aussi dans sa politique économique extérieure qui lui permet d'être relativement épargnée par la crise mondiale, à la différence des pays européens⁷. La Turquie, plus particulièrement depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement libéral conservateur du Parti pour la Justice et le

⁵ Son PIB était de 196 milliards de dollars en 2001 contre 793,3 milliards de dollars en 2012. Source : Public Data, Banque Mondiale

⁶ « L'économie turque montre des signes d'essoufflement », *Le Monde*, 6 août 2013, <www.lemonde.fr/international/article/2013/08/06/l-economie-turque-montre-des-signes-d-essoufflement_3458012_3210.html>.

⁷ « Turkey economy profile 2013 », *Index Mundi*, <www.indexmundi.com/turkey/economy_profile.html>.

Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) en 2002, a pu diversifier ses débouchés économiques en s'ouvrant au Sud. Le nouveau gouvernement a redirigé sa politique extérieure vers des pays du Moyen-Orient, d'Asie mais aussi vers l'Afrique, ne se concentrant plus uniquement sur l'Europe qui tardait à l'accepter en son sein. Cela répond à une stratégie pluridimensionnelle :

- prise de distance vis-à-vis de l'Union européenne, dont certains dirigeants ont exprimé leur réticence quant à la possibilité d'adhésion de la Turquie ;

- repositionnement international, qui passe par une recherche de visibilité dans les organisations internationales (notamment au sein de l'ONU) et volonté de se positionner comme une puissance de négociation entre des régions en conflit dans le Sud ;

- utilisation de l'identité musulmane de la Turquie comme un instrument de *soft power* dans les pays musulmans. Cela correspond à une vision propre au gouvernement de l'AKP. Cette politique s'est avérée payante pendant un temps puisqu'au cours du printemps arabe la Turquie fut érigée en véritable modèle⁸ pour des pays d'Afrique du Nord cherchant un chemin entre conservatisme religieux, aspirations démocratiques et performances économiques.

Depuis 1998, la Turquie a initié une politique baptisée « Ouverture à l'Afrique », visant à développer les liens économiques, politiques et culturels avec l'Afrique. Cette politique s'intègre dans la stratégie de puissance turque, aujourd'hui 17^e économie mondiale. L'ouverture à l'Afrique, principalement mue par des intérêts économiques, répond aussi à des enjeux diplomatiques. Dans cette conception de la politique étrangère, les acteurs privés sont considérés comme partie prenante de l'expansion de la puissance turque en Afrique. En témoigne la déclaration de Recep Tayyip Erdoğan, le Premier ministre turc, lors du premier congrès turco-africain, le 18 août 2008. Celui-ci affirmait⁹ :

« Dans une économie libérale, ce sont les acteurs privés qui sont les premiers acteurs de la Turquie. Nous comptons donc sur les hommes d'affaires, les associations turques pour se tourner vers le continent africain ».

La globalisation économique a eu pour effet notamment la transnationalisation des entreprises multinationales et religieuses,

⁸ Cet engouement médiatique et académique pour l'idée d'un modèle turc lors du printemps arabe a fait long feu face aux tensions internes et externes qui traversent aujourd'hui la Turquie. Voir Dorothee Schmid, "Le modèle turc à l'épreuve du printemps arabe", *Questions internationales*, Janvier/février 2012. Jean-François Bayart, « La crise politique en Turquie, une combinatoire complexe », *Médiapart*, 8 janvier 2014. <<http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-francois-bayart/080114/la-crise-politique-en-turquie-une-combinatoire-complexe>>.

⁹ Voir l'International Turkish - African Countries Final Report du think tank turc TASAM.

des mouvements humanitaires, des réseaux de migrants. Par conséquent, ces acteurs privés deviennent, au même titre que les États, des acteurs des relations internationales. Ainsi, la diplomatie par le haut, interétatique, se conjugue à une intégration « par le bas » où société civile et acteurs privés agissent en parallèle voire conjointement pour façonner le rapprochement de la Turquie et de l'Afrique¹⁰.

Au cours de cette analyse, nous développerons l'hypothèse qu'il existe une convergence de la diplomatie et des acteurs privés turcs correspondant aux intérêts réciproques de ces groupes d'acteurs dans la mise en place d'une dynamique d'action offensive concernant l'Afrique. Il semble qu'une communauté d'intérêts, notamment économiques, a poussé l'État turc à soutenir l'action d'acteurs privés, et les acteurs privés, en retour, à soutenir le rapprochement diplomatique turco-africain.

Nous examinerons les différentes facettes de cette ouverture protéiforme de la Turquie à l'Afrique par une mise en perspective historique de la définition de la politique étrangère de la Turquie et de son ouverture récente à l'Afrique. Sa forme actuelle sera abordée dans la seconde partie de notre article où nous examinerons les différents acteurs privés de cette ouverture ainsi que les relations qu'ils entretiennent avec l'État turc sur le terrain.

¹⁰ C'est ce que Rosenau définit comme « la dualité de mondes » caractérisée par l'apparition de nouveaux acteurs agissant à une échelle transnationale. A ce propos, voir Bertrand Badie, Marie-Claude Smouts, *Le retournement du monde*, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, 1999, p. 53.

Une politique étrangère renouvelée

La politique étrangère turque a connu un renouvellement historique entériné après l'arrivée de l'AKP au pouvoir. Cette politique se caractérise par une refonte de la conception de l'action turque dans le monde et plus particulièrement par la mise en œuvre d'un plan d'action en Afrique.

De la neutralité à l'« Ouverture à l'Afrique », histoire d'un nouveau diplomatique

Historiquement, les échanges entre l'Empire Ottoman et l'Afrique étaient principalement centrés sur l'Afrique du Nord. L'Empire Ottoman¹¹ intégrait en son sein un certain nombre de pays africains actuels : l'Égypte, la Libye, Djibouti, certaines régions de l'Éthiopie, le Nord du Niger, la Tunisie, l'Algérie, le Soudan¹². Par ailleurs, il entretenait des relations commerciales avec les grands empires africains dont il était voisin, dont certains sultanats sahariens, tel que l'Empire du Kanem Bornu¹³.

Ainsi, la Turquie, héritière d'un Empire ayant entretenu des relations cordiales avec certains pays africains, a laissé sur le continent une image qui n'est pas négative, si tant est qu'elle soit connue. Nous verrons que cet héritage est souvent utilisé dans la construction d'un récit commun entre la Turquie et l'Afrique.

De 1923 à 1980, une politique atlantiste et pro-européenne

La République turque (fondée en 1923), a accordé jusqu'à la fin des années 1990 très peu d'attention à l'Afrique d'abord car elle avait à sa fondation une perspective neutraliste puis parce qu'elle a été dépassée par ses propres problèmes géopolitiques.

À cette époque, la politique étrangère turque était principalement tournée vers l'Occident (en témoigne l'entrée de la

¹¹ L'Empire Ottoman, fondé en 1299 et disparu en 1923, s'étendait à son apogée au XVI^{ème} siècle, sur trois continents : le continent asiatique, le continent européen, le continent africain. Suite à sa chute, il a laissé la place à la Turquie qui s'étend principalement sur sa partie anatolienne.

¹² L'Afrique du Nord a été intégrée à l'Empire Ottoman du XVI^{ème} au XIX^{ème} siècle. Voir Numan Hazar, « Turkey's opening up to Africa », *ASAM perspective*, <www.asam.org.tr>.

¹³ *Ibid.*

Turquie dans l'OTAN en 1952) et la gestion des tensions géopolitiques avec la Grèce et Chypre. Les relations entre la Turquie et l'Afrique n'étaient pas une priorité pour Ankara et sont donc restées à un niveau très faible, diplomatiquement, économiquement et culturellement.

Les fondements de la première conception de la politique étrangère turque viennent d'Atatürk, le père fondateur de la Turquie moderne et sont développés dans les années 1920 : il s'agit alors de faire de la Turquie une nation inspirée de l'Occident avec une insistance sur l'indépendance et la souveraineté, résumée par une devise : « paix chez soi et paix dans le monde »¹⁴. Pourtant, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Turquie devient un élément central de la politique de *containment* du bloc soviétique mise en œuvre par les États-Unis et se range dans le bloc de l'Ouest. Elle intègre ainsi l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) en 1948, le Conseil de l'Europe en 1949 et l'OTAN dès 1952. La Turquie apparaît alors comme l'un des fronts les plus avancés de la Guerre froide. Par ailleurs, elle constitue la base pour la mise en œuvre des dispositifs stratégiques occidentaux et américains dans un Moyen-Orient instable¹⁵. C'est dans ce contexte que la Turquie s'engage dans la signature d'une série de pactes régionaux afin de renforcer la mainmise du bloc occidental dans la région¹⁶.

Soutenant les projets de décolonisation consécutifs à la Seconde Guerre mondiale au sein de l'ONU, la Turquie a reconnu immédiatement et un à un les pays africains nouvellement indépendants, et ouvert des ambassades dans certains d'entre eux, au fil du processus de décolonisation. Pourtant la Turquie s'est souvent opposée aux non-alignés. Ainsi, lors de sa participation à la conférence de Bandung en 1955, la délégation turque s'oppose violemment à la politique de non-alignement, qui réclamait l'indépendance des États colonisés et le principe de non-ingérence dans leurs affaires¹⁷. Cela a contribué à l'approfondissement de la césure entre les non-alignés et les pro-occidentaux. C'est donc le

¹⁴ Cf. la page de présentation de M. Kemal Atatürk sur le site du ministère des Affaires étrangères turques : <www.mfa.gov.tr/mustafa-kemal-aturk.en.mfa>.

¹⁵ Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La Découverte, 2006.

¹⁶ Participation à la création du Pacte de Bagdad le 24 février 1955, qui devient l'Organisation du traité central (CENTO) en 1959 au moment du retrait de l'Irak et du transfert du siège à Ankara ; approbation en 1957 de la doctrine Eisenhower, qui est une reformulation pour le Moyen-Orient de la doctrine Truman de *containment* du bloc communiste. À ce propos, voir Didier Billion, « Une nouvelle politique extérieure de la Turquie... Vous avez dit nouvelle ? », *Policy paper, Iris*, 8 septembre 2010, <www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/observatoire-turquie/2010-09-08-policy-paper-db.pdf>.

¹⁷ Pour la Turquie, être « non-aligné » sous-tendait d'emblée le fait d'être contre l'Ouest. À ce sujet, voir l'ouvrage d'Alexandre Gerbi *et al.* : *Décolonisation de l'Afrique ex-française, Enjeux pour l'Afrique et la France d'aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, janvier 2010.

réalisme politique qui pousse la Turquie à reconnaître peu à peu les nouveaux pays indépendants. Dans les pays arabes en premier lieu, des ambassades furent ouvertes en Égypte, en Libye, en Tunisie, au Maroc et en Algérie. Puis dans des pays subsahariens : en Éthiopie, au Soudan, au Ghana, au Nigeria, au Sénégal, en République démocratique du Congo, au Kenya, en Afrique du Sud (après la chute du régime de l'apartheid en 1994). Deux autres furent ouvertes en Somalie puis en Tanzanie. Certaines ambassades durent être fermées au cours du temps, et en raison de la stagnation des échanges entre les deux régions pendant une longue période. Il n'y avait encore que douze ambassades turques en Afrique jusqu'en 2008. Il n'y a pas eu pendant plusieurs décennies de « politique africaine de la Turquie » qui aurait été coordonnée stratégiquement. Les choix d'ouvertures d'ambassades se portaient donc sur les grands pays africains (politiquement et économiquement), ou les pays avec lesquels l'Empire Ottoman avait entretenu des liens historiques.

Avec la dernière décennie de la Guerre froide, la Turquie perdit sa position stratégique de pays tampon entre l'Est et l'Ouest. Elle commença alors à mettre en œuvre une politique étrangère plus active, plus ambitieuse et moins pro-atlantiste. Turgut Özal, Premier ministre turc de 1983 à 1989 puis président de la République de 1989 à 1993, pieux musulman, souhaitait mettre en avant l'héritage ottoman de la Turquie. Pour cela, il s'appuyait de manière plus ouverte sur les acteurs privés à la fois en interne et dans la politique extérieure. Prônant la mise en œuvre d'une économie turque plus libéralisée et mondialisée, et soucieux de mettre en œuvre un *soft power* marqué par une identité turco-islamique¹⁸, il reconnaît l'importance des acteurs économiques et religieux dans cette démarche. Ainsi, il dépose la demande d'adhésion à la Communauté Économique Européenne (CEE) en 1987. Il développe l'idée du « pont », que devrait jouer la Turquie en raison de sa double culture et de son positionnement entre Orient et Occident. Cependant, comme le souligne Didier Billion¹⁹,

« Les rebuffades européennes et les craintes turques d'être impliquées dans les turbulences et les conflits moyen-orientaux ne lui facilitent guère la tâche et le début de la décennie quatre-vingt dix apparaît assez angoissant aux yeux de la diplomatie ankariote ».

La Turquie, a atteint un tournant décisif dans sa politique étrangère, intensifiant ses activités sur la scène internationale.

¹⁸ Etienne Copeaux, *Espaces et temps de la nation: analyse d'une historiographie nationaliste*, CNRS Editions, 1998.

¹⁹ Didier Billion, « Une nouvelle politique extérieure... », *op. cit.*

Depuis les années 2000, la mise en œuvre d'une nouvelle conception de la politique étrangère

D'abord, on remarque depuis les années 1990 une volonté de la Turquie de s'affirmer comme une puissance émergente sur la scène internationale. Dans les années 1990, à la suite de la chute de l'Empire soviétique, la Turquie se lance dans une politique d'influence en Asie centrale où apparaissent cinq républiques musulmanes²⁰, partiellement ou majoritairement turcophones. Le Caucase voisin, entre mer Noire et mer Caspienne, plonge pour sa part dans une série de conflits sanglants impliquant l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie²¹. Cette instabilité est relayée et amplifiée par les nombreux peuples musulmans du sud de la Russie dont certains ont des attaches multiples avec la Turquie. La Turquie se tourne donc aussi vers le Caucase²².

Déçue par le désaveu européen (en 1997 la Turquie se voit refuser le statut de candidat à l'entrée dans l'Union européenne), contrainte de prendre en compte le sentiment anti-américain montant au sein de sa population, la Turquie essaie d'affirmer son rôle international, dans la région mais aussi au-delà²³. Ses tentatives pour étendre son influence parmi les nouvelles républiques centro-asiatiques après la chute de l'URSS ont été un échec relatif, à la fois en raison de la permanence de l'influence du voisin russe et de l'échec de la rhétorique panturquiste à séduire les peuples centro-asiatiques²⁴. Le nouveau gouvernement turc de l'AKP (arrivé au pouvoir en 2002) va alors mettre en œuvre une doctrine de « profondeur stratégique » visant à reconsidérer les priorités de sa politique étrangère.

Ahmet Davutoğlu est la clé de voûte de la reconstruction de la politique étrangère turque contemporaine. Universitaire de formation, chercheur en science politique, il fut, pendant des années, premier conseiller du Premier ministre Erdoğan avant de devenir en 2009 le ministre des Affaires étrangères turques, fonction qu'il exerce encore aujourd'hui. Il développa au début des années 2000 la doctrine de « profondeur stratégique »²⁵ selon laquelle la Turquie doit se considérer comme un pays central étant porté à la multipolarité dans

²⁰ Ouzbékistan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan et Kazakhstan.

²¹ Gareth Winrow, *Turkey and the Caucasus: Domestic Interests and Security Concerns*, Londres, Royal Institute of International Affairs, Russia and Eurasia Programme, juillet 2000.

²² Ibid.

²³ Numan Hazar, « Turkey's opening up to Africa », ASAM perspective, <www.asam.org.tr>.

²⁴ Bayram Balci, « La Turquie en Asie centrale. La conversion au réalisme (1991-2000) » <www.ifea-istanbul.net/website_2/dossiers_ifea/Bulten%205.pdf>.

²⁵ Ahmet Davutoğlu, *Stratejik derinlik : Türkiye'nin uluslararası konumu*. Küre Yayınları, 2001.

le cadre d'un monde globalisé. Gérard Groc²⁶, présente ainsi la vision d'Ahmet Davutoğlu concernant son pays : « Par sa géographie et son histoire, il est situé aux carrefours de civilisations et par son essor actuel et sa dynamique propre, il devient un "pivot" car il est au cœur de dynamiques nouvelles qui fondent le "global" ». Il établit cinq piliers d'une politique étrangère à succès :

1. Trouver un juste équilibre entre liberté et sécurité chez soi : Pour Davutoğlu, c'est par la démocratie qu'on peut garantir à la fois la sécurité intérieure et la sécurité extérieure.

2. Mettre en œuvre la politique du « zéro problème avec les voisins » qui doit permettre de maintenir sécurité et stabilité : la recherche de compromis et de cohérence dans la gestion des conflits régionaux doit prévaloir plutôt qu'une politique étrangère fractionnée et différenciée.

3. Développer des relations proches avec les régions voisines et mener une politique étrangère à la fois préemptive et proactive dans les affaires mondiales.

4. Adhérer à la multi-dimensionnalité de la politique étrangère : les relations de la Turquie avec les autres acteurs globaux doivent être complémentaires et pas compétitives. Il ne doit pas y avoir de politique étrangère différenciée et incohérente avec le reste.

5. Conduire une diplomatie « rythmique » au niveau multilatéral et bilatéral. Cela signifie que la Turquie doit chercher à être présente dans tous les forums, toutes les instances internationales : ONU, FMI, Ligue arabe, Union Africaine...

Dans cette perspective, la Turquie s'est rapprochée de l'Afrique pour deux raisons. D'abord, dans la recherche de multi-dimensionnalité, Davutoğlu met l'accent sur la nécessité de développer des relations plus équilibrées avec des petites puissances pour une politique étrangère plus diversifiée avec des régions comme l'Afrique. Ensuite, dans la perspective de mettre en place une diplomatie « rythmique » de plus grande visibilité de la Turquie au sein des organisations internationales, le soutien africain peut s'avérer déterminant.

Dans la continuité de cette nouvelle conception de la politique étrangère turque, Ankara va élaborer le cadre de ce qui deviendra la politique d'« Ouverture à l'Afrique ». En 1998, est élaboré le Plan d'ouverture et d'action sur l'Afrique. D'après la formule du ministre des Affaires étrangères de l'époque, issu d'un gouvernement de coalition, Ismail Cem, il s'agit de²⁷ :

²⁶ Gérard Groc, « Une nouvelle diplomatie turque : Présentation critique de la doctrine Davutoğlu à partir de son livre, *Profondeur stratégique*, et de quelques autres textes », Iris, 8 décembre 2011.

²⁷ Alain Vicky, « La Turquie à l'assaut de l'Afrique », *Le Monde diplomatique*, mai 2011, <www.monde-diplomatique.fr/2011/05/VICKY/20450>.

« Redéfinir l'identité internationale de la Turquie afin de passer du statut d'allié de l'Occident au rôle actif et constructif d'acteur global ».

Ce projet reste lettre morte suite à des problèmes intérieurs turcs (tremblement de terre en Turquie en 1999, arrestation du chef du PKK en 1999, crise économique en 2001). En 2003, un an après son arrivée au pouvoir, l'AKP reprend ce plan pour le mettre en œuvre et met sur pied des groupes de travail entre acteurs privés et membres de l'appareil étatique turc.

En 2003 est adopté le « plan stratégique et économique » élaboré par le sous-secrétariat turc au commerce qui constitue le volet économique du projet. Les visites diplomatiques se multiplient à partir de 2005, date de la première visite d'un Premier ministre turc – Erdoğan – en Afrique subsaharienne (en Afrique du Sud et en Éthiopie). La même année, l'Année de l'Afrique est lancée en Turquie, donnant lieu à une série de manifestations culturelles visant à mieux faire connaître le continent au sein de la population turque. En retour, en 2007, le Premier ministre Erdoğan a été l'invité d'honneur du Sommet de l'Union africaine.

L'année 2008 marque une étape fondamentale dans l'élaboration d'un cadre de collaboration pour la Turquie avec les États africains. En effet, cette année-là se tient le premier Sommet de coopération turco-africain réunissant le chef de l'État et plusieurs ministres turcs ainsi que les chefs d'État de 50 pays africains²⁸. La *Déclaration d'Istanbul sur le partenariat Afrique-Turquie* fut adoptée à cette occasion, inscrivant définitivement la coopération turco-africaine dans le cadre des organisations internationales, notamment l'ONU et l'Union africaine²⁹.

À cette occasion, un « Cadre de coopération pour le partenariat Afrique-Turquie » décrivant les modalités de mise en œuvre de ces objectifs est adopté. Il prévoit l'ouverture de bureaux de la TİKA (*Türk İşbirliği ve Kalkınma Ajansı*), l'agence turque de développement³⁰, dans plusieurs pays d'Afrique, et la création pour les activités commerciales d'un « cadre juridique et conjoncturel propice à la coopération économique ». Une Chambre de commerce Turquie-Afrique est ainsi créée. Ce cadre réaffirme la multi-dimensionnalité de la collaboration entre ces pays : intergouvernementale certes, mais aussi au sein de la société civile, du milieu des affaires, des échanges étudiants, sur les thèmes des transports, et également de l'énergie, véritable enjeu pour une économie émergente comme la Turquie.

²⁸ Le Lesotho, le Mozambique et le Swaziland étaient les seuls absents de ce Sommet.

²⁹ Bahcecik, Serif, « Turkey's "Opening up to Africa": A Passing Fad or a Long-Term Strategy? », Midwest Political Science Association, 67th Annual National Conference, Chicago, USA, avril 2009.

³⁰ L'agence turque d'aide au développement coordonne la distribution d'aide gouvernementale mais aussi en partie l'aide non-gouvernementale.

Ces démarches de la Turquie ne sont pas sans lien avec des ambitions internationales plus vastes. En effet, elles s'inscrivent dans une stratégie d'accroissement de l'influence turque dans les institutions internationales et notamment au sein de l'ONU. Ainsi, en octobre 2008, cette stratégie s'avère payante et la Turquie est élue membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour le siège « Europe de l'Ouest et autres groupes », devant l'Autriche, l'Islande et l'Australie, en grande partie grâce aux votes africains (51 sur 53 États africains ont soutenu la candidature de la Turquie). En effet, dans les institutions internationales où chaque pays possède un vote, le soutien du continent africain peut s'avérer décisif pour une puissance émergente telle que la Turquie³¹.

Une présence diplomatique croissante de la Turquie

L'action de l'État turc en Afrique a pris plusieurs formes : une insertion croissante dans les organisations régionales africaines, le déclenchement d'un « marathon diplomatique » et enfin la coordination d'une action humanitaire turque et d'une politique de défense dans la région.

Une insertion croissante de la Turquie dans les organisations africaines

En 2003, la Turquie entre à l'Union africaine en tant qu'observateur³². La Turquie n'a de cesse de reconnaître, tout au long de ses déclarations concernant l'Afrique, le rôle croissant que devrait jouer cette Union africaine qui s'inscrit dans le mouvement des non-alignés. Par ailleurs, il convient de noter qu'en janvier 2008, lors du Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, la Turquie a été déclarée « partenaire stratégique de l'Afrique », montrant aussi sa reconnaissance comme un allié fidèle de l'Union africaine³³. En 2008, la Déclaration d'Istanbul sur le partenariat Afrique-Turquie a définitivement inscrit la coopération turco-africaine dans le cadre des organisations internationales, notamment l'ONU et l'Union africaine. En effet, celles-ci sont perçues comme le meilleur moyen de lutter contre les menaces terroristes ou le réchauffement climatique. Dans ce cadre, la Turquie a alors été nommée au cours de la même année membre de la Banque africaine de développement, devenant le 25^e pays membre non régional du Groupe. L'approbation finale par les

³¹ Nicolas Fait, « Géopolitique des relations diplomatiques turco-africaines », OVIPO, 11 octobre 2012, <<http://ovipot.hypotheses.org/7929>>.

³² Les autres pays bénéficiant du statut d'observateur au sein de l'UA sont l'Inde, la Chine, Les États-Unis, la France, le Japon et la Corée du Sud.

³³ Les autres partenaires officiels de l'Afrique sont notamment : l'Union européenne, les États-Unis, le Japon, l'Amérique du Sud, l'Inde, la Corée, la Chine.

conseils des gouverneurs a permis à la Turquie de souscrire au capital de la Banque.

Une ouverture intensive d'ambassades en Afrique et la multiplication des visites diplomatiques

On assiste depuis quelques années à un véritable « marathon diplomatique » mené par l'État turc en Afrique subsaharienne qui se manifeste par l'accélération de l'ouverture d'ambassades en Afrique et par la multiplication des visites diplomatiques. Ainsi, alors que la Turquie a ouvert 27 nouvelles ambassades dans le monde depuis 2002, 19 d'entre elles l'ont été en Afrique³⁴.

Certaines de ces représentations diplomatiques correspondent à des partenaires historiques tels que le Kenya et le Sénégal où des ambassades ont été ouvertes dès les années 1960. Ces États ont entretenu des relations diplomatiques faibles mais constantes avec la Turquie. Ils ont donc été utilisés comme des têtes de pont dans le développement des relations commerciales au cours des années 2000. D'autres pays (dont certains partenaires historiques comme le Nigeria) où des ambassades se sont établies sont des puissances économiques incontournables telles que l'Afrique du Sud, le Nigeria et le Ghana. Ce sont aujourd'hui les premiers partenaires économiques de la Turquie³⁵.

D'autres, tels que le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire sont des partenaires émergents avec lesquels la Turquie a accru substantiellement ses relations diplomatiques et commerciales ces dernières années³⁶.

Par ailleurs, sur les trois dernières années le Président Abdullah Gül a visité le Kenya (2009), la Tanzanie, le Congo, le Cameroun (2010), le Nigeria (2011), le Gabon (2011) et le Ghana (2011) alors que le Premier ministre Erdoğan et le ministre de l'Économie Cağlayan ont mené de larges délégations d'hommes d'affaires turcs dans plusieurs pays d'Afrique tels que la Somalie (2011) et l'Afrique du Sud (2011). La dernière date de janvier 2013,

³⁴ Cf. « Türkiye'nin 10 yılda elçilik açtığı 27 ülke », *Ekotrent*, 4 mai 2012, <<http://ekonomi.haber7.com/ekonomi/haber/876733-turkiyenin-10-yilda-elcilik-actigi-27-ulke>>.

Il y aurait actuellement des ambassades dans les pays suivants (entre parenthèses, leur date d'ouverture) : Afrique du Sud (1994), Angola (2010), Burkina Faso (2012), Cameroun (2010), Côte d'Ivoire (2009), Djibouti (2013), Érythrée (2013), Éthiopie (ouverte en 1926 fermée en 1984 et rouverte en 2006), Gabon (2012), Gambie (2011), Ghana (2010), Guinée (2013), Kenya (1968), Mali (2010), Madagascar (2010), Malawi (2011), Mauritanie (2011) Mozambique (2011), Mauritanie (2011), Namibie (2012), Ouganda (2010), République démocratique du Congo (1974), Sénégal (1962), Somalie (2011), Niger (2011), Nigeria, Namibie (2012), Soudan, Sud-Soudan (2012), Tanzanie (2009), Zambie (2011), Zimbabwe (2011).

³⁵ Marie Pannetier, *La Turquie en Afrique : Une stratégie globale*, rapport pour le séminaire « Turquie contemporaine », Institut français d'études anatoliennes, juin 2012, 108 p, <<http://ovipot.hypotheses.org/8581>>.

³⁶ Cf. « Türkiye'nin 10 yılda elçilik açtığı 27 ülke », *op. cit.*

lorsque le Premier ministre a effectué une tournée diplomatique afin de consolider les relations avec quelques-uns de ses partenaires : il s'est rendu au Gabon, au Niger et au Sénégal pour des rencontres au sommet de l'État ainsi que pour des sommets commerciaux organisés dans chacun de ces pays.

En retour, en 2011, l'Ouganda et la RDC ont ouvert des ambassades à Ankara suivies en 2012 par l'Angola, le Kenya, Djibouti, le Niger, le Sud-Soudan et le Ghana. Il y a aujourd'hui 20 ambassades d'Afrique subsaharienne à Ankara³⁷. De plus, 12 autres pays africains ont affirmé leur volonté d'ouvrir des ambassades à Ankara dans les prochaines années. Ce qui amènera d'ici cinq ans le nombre d'ambassades africaines à 32³⁸.

La coordination de l'aide au développement par le biais de l'agence TİKA

La politique de coopération et de soutien au développement fait aussi partie de la politique étrangère turque en Afrique. Le budget d'aide de l'État turc, passé depuis une dizaine d'années du statut de receveur d'aide à celui de bailleur de fonds était de plus d'1,04 milliard de dollars en 2012 contre 707 millions de dollars en 2009 et 250 millions de dollars en 2005³⁹. L'État turc est ainsi devenu en 2012 le quatrième gouvernement donateur au monde (derrière les États-Unis, les institutions de l'Union européenne et la Grande-Bretagne)⁴⁰. En 2009, un quart de cette aide était destiné à l'Afrique et au Moyen-Orient. Cette aide publique est principalement distribuée par le biais de la TİKA. Elle est axée sur des projets destinés à des États musulmans ou aux communautés musulmanes dans le monde. Ainsi, en 2010, le budget total de l'aide financière proposée par le gouvernement turc par le biais de la TİKA s'élevait à 40 millions de dollars. Les agences de la TİKA sont installées dans un nombre limité de pays d'Afrique subsaharienne (Éthiopie, Sénégal, Soudan, Somalie) mais opèrent dans plus de 37 pays dans la région. Cette agence nationale participe à la mise en place de plans de développement relatifs aux techniques agricoles, aux infrastructures sociales mais aussi à la mise en œuvre de l'aide humanitaire turque⁴¹. Il convient de noter que l'aide au développement est un

³⁷ Angola, Bénin, Djibouti, Éthiopie, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Afrique du Sud, Sud-Soudan, Kenya, Congo, Mauritanie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Somalie, Soudan, Ouganda.

³⁸ Voir l'intervention de Prof Dr. Ali Mazrui de l'université de Binghamton à la Fondation pour la recherche politique, économique et sociale (Siyaset, Ekonomi ve Toplum Araştırmaları Vakfı – SETA), 18 avril 2013, Ankara, <<http://setav.org/en/transformation-of-africa-in-the-21st-century-and-the-role-of-turkey/events/5648>>.

³⁹ « La Turquie désormais un pays donateur ? », Zaman France, 5 décembre 2010.

⁴⁰ *The Global Humanitarian Assistance Report 2013*, <http://www.globalhumanitarianassistance.org/report/gha-report-2013>

⁴¹ Voir à ce propos l'article de Nicolas Fait, « Géographie des relations diplomatiques turco-africaines », *op. cit.*

instrument utilisé par l'État turc dans sa stratégie d'influence internationale. Ainsi, l'année précédant le vote pour le siège de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU a vu une réorientation très claire de l'aide distribuée par la TIKA vers l'Afrique. Comme nous l'avons vu, cette stratégie a contribué à l'élection de la Turquie à ce siège, obtenue en grande partie en raison du soutien des pays africains⁴².

La Turquie engagée dans le domaine de la défense en Afrique

Dans sa démarche de rapprochement avec l'Afrique et d'ouverture de nouveaux horizons économiques et géopolitiques, la Turquie a passé un certain nombre d'accords avec les pays africains afin de mettre en œuvre une collaboration militaire⁴³.

D'une part, elle a mis en œuvre des échanges bilatéraux avec les grands partenaires africains. Il en est ainsi de l'« Accord de coopération de l'industrie de l'armement » signé entre l'Afrique du Sud et la Turquie en septembre 2012 sur l'industrie de la défense. Ce genre d'accords se retrouve aussi au Nigeria et en Éthiopie. Le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique (170 millions d'habitants), a signé un pacte de défense en 2011 qui impliquait non seulement la livraison d'une flotte militaire et la formation d'une partie des troupes nigérianes par Ankara mais aussi une formation de la marine turque par les forces nigérianes⁴⁴. L'Éthiopie a elle aussi signé un accord militaire avec la Turquie prévoyant la formation de ses troupes par l'armée turque⁴⁵. Cette série d'accords bilatéraux s'inscrit dans le cadre de l'intérêt croissant de la Turquie pour le marché de la défense africain⁴⁶. En effet, la Turquie est récemment devenue autosuffisante dans la production d'équipement militaire. Elle souhaite donc exporter cette production, notamment les équipements électroniques et les véhicules blindés, vers des pays comme l'Afrique du Sud, le Ghana, le Nigeria et le Cameroun.

D'autre part, la Turquie propose son assistance à certains pays tels que la Somalie. Elle a fourni une aide au développement significative pour la pacification de la situation somalienne. Ainsi depuis le départ du groupe des Shebabs en août 2011, l'État turc a

⁴² Saban Kardas, « Turkey's Development Assistance Policy: How to Make Sense of the New Guy on the Block », The German Marshall Fund of the United States, 4 février 2013, <http://www.gmfus.org/archives/turkeys-development-assistance-policy-how-to-make-sense-of-the-new-guy-on-the-block/>

⁴³ Karen Kaya, Jason Warner, « Turkey and Africa: A Rising Military Partnership? », Foreign Military Studies Office, octobre 2012, <http://fmso.leavenworth.army.mil/documents/Turkey-Africa.pdf>

⁴⁴ « Nijerya'da çok büyük imkanlar var », *Sabah*, 2 février 2011, http://www.sabah.com.tr/Gundem/2011/02/02/nijeryada_cok_buyuk_imkanlar_var.

⁴⁵ « Ethiopia, Turkey ink military cooperation deal », *Sudan Tribune*, 26 avril 2006, <http://www.sudantribune.com/Ethiopia-Turkey-ink-military,15270>

⁴⁶ Karen Kaya, Jason Warner, « Turkey and Africa... », *op. cit.*

fourni près de 500 travailleurs humanitaires et a versé depuis environ 50 millions de dollars d'aide au développement⁴⁷. En mai 2010, la Turquie a accueilli le Sommet des Nations Unies sur la Somalie et y a promis de l'aide au développement et de l'assistance militaire par la formation de soldats somaliens. En février 2012, le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu a réaffirmé la volonté d'Ankara de contribuer à fournir des ressources matérielles et du soutien afin de favoriser le « *capacity building* » de l'État somalien⁴⁸. La Turquie s'est aussi engagée activement au Soudan. Elle s'est d'abord jointe à l'action de l'OTAN dans la région en fournissant un support aérien à l'action au Darfour de 2005. Mais depuis la sécession officielle du Sud-Soudan en 2011, la Turquie est encore plus active dans les deux Soudans. Face aux accrochages frontaliers réguliers entre les deux pays la Turquie a adopté le rôle de médiateur⁴⁹.

Elle a également été très active au sein de coalitions internationales en Afrique. Elle a participé à la Force 151 menée par les États-Unis dans le cadre de l'OTAN, qui lutte contre la piraterie sur les côtes somaliennes en envoyant des forces armées ainsi qu'un navire à partir de 2009. Cet engagement a permis un coup d'éclat de la Turquie : en mai 2012, la frégate turque Giresun insérée dans le programme de lutte anti-piraterie de l'OTAN a arrêté 14 pirates somaliens au large d'Oman⁵⁰. La Turquie a aussi engagé des troupes sur le terrain africain au sein de coalitions telles que la mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), la mission au Liberia (UNMIL), la mission en République démocratique du Congo (MONUC), la mission au Soudan (UNMIS) et la mission au Darfour (UNAMID)⁵¹.

Pourtant la Turquie sait faire entendre sa voix lorsqu'elle est en désaccord avec le consensus international. Elle a dénoncé début 2013 par la voix du ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu l'offensive menée par la France au Mali, qualifiée « d'unilatérale » par le ministre alors qu'elle avait reçu un large soutien de la communauté internationale. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Selcuk Unal a ainsi regretté une action critiquable « tant que les

⁴⁷ Mike Richman, « Turkey Takes on Redevelopment Efforts in Somalia », *Voice of America*, 7 juin 2012, <www.voanews.com/content/turkey_taking_on_redevelopment_efforts_in_somalia/1204614.html>.

⁴⁸ « Turkey ready to give military assistance to Somalia », *Horn of Africa News*, 25 février 2012, <<http://hornofafricanews.blogspot.com/2012/02/turkey-ready-to-give-military.html>>.

⁴⁹ Celil Sağır, « Sudan asks Turkey for help amid clashes with south Sudan », *Todays Zaman*, 20 avril 2012, <www.todayszaman.com/news-278035-sudan-asks-turkey-for-help-amid-clashes-with-south-sudan.html>.

⁵⁰ « Une frégate turque arrête 14 pirates somaliens au large d'Oman », *Marines et Océans*, 13 mai 2013, <www.marine-oceans.com/actualites-afp/2751-une-fregate-turque-arrete-14-pirates-somaliens-au-large-doman-armee>.

⁵¹ J. Peter Phamm, « Turkey's Return to Africa », *Family Security Matters*, 28 mai 2010, <www.familysecuritymatters.org/publications/id.6340/pub_detail.asp>.

toutes les méthodes politiques n'auront pas été mises en œuvre »⁵². Cette déclaration, qui rapproche la position turque de celle des pays du Golfe et de l'Organisation de la Coopération islamique (opposés à cette intervention) témoigne de la prise de distance turque par rapport aux puissances occidentales sur les questions africaines.

⁵² Dorian Jones, « Turkey Reinforces 'Hands Off' Policy on Mali », *Voice of America*, 25 janvier 2013, <www.voanews.com/content/turkey-reinforces-hands-off-policy-in-mali/1591055.html>.

Une offensive s'appuyant sur de nouveaux acteurs privés

Nous verrons ici le caractère particulier de l'action d'ouverture turque vers l'Afrique qui, loin d'être exclusivement diplomatique, repose largement sur des acteurs privés. Nous tenterons donc de décrire les modalités de collaboration de ces deux types d'acteurs (diplomatiques et privés) sur le terrain africain.

L'économie, pierre angulaire de la nouvelle politique turque en Afrique

L'offensive turque vers l'Afrique qui s'appuie sur la diplomatie et sur plusieurs réseaux d'acteurs privés, converge autour de l'intérêt économique. Nous verrons que cette action, qui correspond à une nouvelle conception de la politique étrangère turque, basée sur la privatisation de son action africaine, s'est avérée payante économiquement.

La privatisation de la politique étrangère de la Turquie

La thématique de la privatisation des États développée par la politologue Béatrice Hibou va à l'encontre de l'idée de la fin de l'État au profit de forces transnationales. L'État non seulement résisterait mais, par la privatisation de certains pans de sa politique, continuerait à se former à travers la renégociation permanente des relations entre « public » et « privé » et à travers les processus de délégation et de contrôle ex post. Autrement dit, la « privatisation » de l'État n'impliquerait ni la perte de ses capacités de contrôle, ni sa cannibalisation par le privé, mais bien plutôt la modification des modes de gouvernement sous l'effet des transformations nationales et internationales⁵³.

Si nous portons une attention particulière à la politique étrangère de la Turquie, nous nous rendons compte que cette analyse semble correspondre au cas turc. Comme le déclare Recep Tayyip Erdoğan le 1^{er} avril 2012, « la Turquie grandit sur les épaules des "Tigres anatoliens patriotes" »⁵⁴, D'après Tuncer Kayalar, ambassadeur de la République turque au Kenya, et ancien secrétaire

⁵³ Béatrice Hibou, *La privatisation des États*, Paris, Karthala, 1999.

⁵⁴ « Turkey grows on shoulders of 'patriotic Anatolian tigers' », *Today's Zaman*, 1er avril 2012.

aux Affaires économiques, « La politique est toujours un sous-produit des relations économiques »⁵⁵. L'AKP, au pouvoir depuis 2002, suit une stratégie d'approfondissement des relations avec l'Afrique, qui s'appuie notamment sur les « Tigres anatoliens », ces hommes d'affaires dévots qui se sont lancés dans le commerce international. Mélangeant capitalisme et religion, ces chefs de petites ou moyennes entreprises venant de villes anatoliennes conservatrices telles que Konya, Denizli, Çorum, Aksaray, Gaziantep sont parfois nommés les « calvinistes de l'Islam »⁵⁶. Historiquement, ceux-ci sont apparus à la suite de la mise en œuvre d'une politique économique de libéralisation par Turgut Özal dans les années 1980. Cette libéralisation, sortant l'économie turque de son dirigisme qui était fondé sur un ensemble de corporations aux mains d'une élite urbaine proche du pouvoir, a permis l'expansion d'une nouvelle bourgeoisie aux racines anatoliennes, promouvant des valeurs politiques et sociales alternatives (conservatisme social et libéralisme économique). Ces hommes d'affaires entretiennent des liens forts avec les cercles islamiques confrériques turcs. La plupart d'entre eux se retrouvent dans les associations d'hommes d'affaires MÜSIAD *Müstakil Sanayici ve İş Adamları Derneği*, l'Association des industriels indépendants et des hommes d'affaires) et récemment au sein de TUSKON (*Türkiye İşadamları ve Sanayiciler Konfederasyonu*, la Confédération des Hommes d'affaires et industriels turcs). Or, la confédération TUSKON, comprenant près de 35 000 hommes d'affaires et 100 000 entreprises, est le fer de lance de la présence économique turque en Afrique. En effet, les « Tigres anatoliens » sont parmi les premières petites et moyennes entreprises à se tourner vers le commerce international. Depuis une dizaine d'années, certains d'entre eux, à la recherche de nouveaux débouchés, se sont dirigés vers l'Afrique. Le gouvernement turc de l'AKP, bénéficiant à la fois des opportunités économiques offertes par l'activité de ces entrepreneurs et souhaitant fidéliser l'électorat conservateur qui le constitue, soutiendrait le rapprochement diplomatique turco-africain afin de fournir un cadre propice au développement du commerce entre ces espaces.

Des résultats encourageants

Le volume des échanges entre les deux régions a en effet explosé depuis les années 2000. Dans la perspective d'accroître les échanges commerciaux entre la Turquie et le continent africain, et répondant à la demande des « Tigres Anatoliens » se tournant vers l'Afrique, la compagnie aérienne Turkish Airlines a ouvert depuis quelques années un nombre important de liaisons directes en direction de l'Afrique. La carte ci-dessous présente les lignes

⁵⁵ Issu d'un entretien mené avec l'ambassadeur à Nairobi, le 27 mai 2011.

⁵⁶ Elizabeth Özlaga, *The Veiling Issue, Official Secularism and Popular Islam in Modern Turkey*, Nordic Institute of Asian Studies, Nias Report Series n° 33, Curzon Press, 1998.

ouvertes par Turkish Airlines pour la seule année 2012 et témoigne de la priorité donnée par la compagnie aérienne turque à ces nouvelles destinations porteuses.

Carte 1: Les nouvelles lignes ouvertes par la compagnie aérienne Turkish Airlines en 2012⁵⁷



Les échanges de la Turquie avec la partie subsaharienne de l'Afrique sont donc passés de moins d'un milliard de dollars en 2003 à 10 milliards en 2011⁵⁸, ce qui représente environ 8 % du total. En partance pour le Gabon, le 7 janvier 2013, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan a affirmé vouloir atteindre l'objectif ambitieux d'un volume d'échange global de 50 milliards de dollars d'ici 2015

⁵⁷ Jean-François Pérouse, « Les nouveaux horizons d'influence de la Turquie à travers l'indicateur des liaisons aériennes », *Dipnot*, Institut Français d'Etudes Anatoliennes, 20 janvier 2013, <<http://dipnot.hypotheses.org/45>>. SunExpress est une filiale de Turkish Airlines, Pegasus Airlines est une compagnie privée turque low cost.

⁵⁸ « What is Turkey's interest in Africa? » *New Vision*, Kampala, 2012. <www.newvision.co.ug/news/131-blog-what-is-turkey-s-interest-in-africa.aspx>.

avec l'Afrique⁵⁹. Il convient pourtant de noter ici que parmi les partenaires émergents de l'Afrique, la Chine (avec 166 milliards de dollars en volume d'échange en 2011) et l'Inde restent largement en tête⁶⁰.

Nous verrons maintenant la structure de ces échanges entre la Turquie et les pays africains. Les compagnies turques sont actives à la fois en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne dans des secteurs allant de la construction au secteur énergétique. Les exportations de la Turquie vers l'Afrique sont constituées à 46,8 % de produits manufacturés dont les textiles, les machines électriques et les appareils électroniques, les véhicules agricoles, les machineries et équipements de transports et enfin des matières premières raffinées⁶¹. La Turquie est aussi présente dans des contrats de construction et entend être un concurrent de la Chine en la matière. En cela, la structure de ses exportations est comparable à celle des autres pays émergents et se distingue des partenaires traditionnels, plus spécialisés sur les biens manufacturés élaborés.

En ce qui concerne les produits africains importés par la Turquie, il s'agit avant tout d'énergies fossiles, de produits agricoles et industriels, mais aussi de produits chimiques ainsi que de matières premières raffinées, de métaux précieux et de cacao. L'importation de pétrole et de gaz naturel correspond à une recherche par la Turquie de nouveaux horizons afin de réduire sa dépendance à la Russie et à l'Iran. La Turquie importe près de 90 % de son pétrole et 98 % de son gaz naturel, ce qui contribue chaque année à creuser le déficit de sa balance commerciale⁶². Afin de diversifier ses fournisseurs la Turquie se tourne notamment vers le Nigeria pour importer du gaz naturel⁶³.

En ce qui concerne les investissements, le volume des Investissements Directs à l'Étranger (IDE) de la Turquie vers l'Afrique subsaharienne s'est accéléré ces dernières années notamment en Afrique du Sud, au Nigeria, au Soudan, en Éthiopie, au Cameroun et en Ouganda. Les Turcs investissent principalement dans le « *contracting* » (c'est-à-dire la construction d'infrastructures, de

⁵⁹ Les échanges avec l'ensemble de l'Afrique, Maghreb compris sont de 17 milliards en 2011. A ce propos, voir l'article « Turkish PM Erdoğan sees \$50 billion in African trade », *Hurriyet Daily News*, 7 janvier 2013, <www.hurriyetdailynews.com/turkish-pm--sees-50-billion-in-african-trade.aspx?pageID=238&nid=38502>.

⁶⁰ À ce propos voir notamment Thomas Patriota, *Le Brésil, un partenaire de l'Afrique qui s'affirme. Les relations Brésil/Afrique sous les gouvernements Lula (2003-2010)*, coll. Les Études, Paris/Ifri, septembre 2011, <www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=6748&id_provenance=105&provenance_context_id=1>.

⁶¹ « Nouveaux et anciens partenaires sont complémentaires » dans *L'Afrique et ses partenaires émergents*, Perspectives économiques en Afrique, 2011. <www.africaneconomicoutlook.org/fr/thematique/emerging-partners/nouveaux-et-anciens-partenaires-sont-complementaires/>.

⁶² <www.unep.org/transport/gfei/autotool/case_studies/europe/Turkey/cs_tk_0.asp>.

⁶³ Christophe Alexandre-Paillard, *Où en est la Turquie dans sa volonté de devenir un hub énergétique ?*, Iris, 20 juin 2012, <www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/observatoire-turquie/2012-06-20-cap-turquie-energie.pdf>.

logements, de routes) ; dans les matériaux de construction, l'énergie, les textiles, la machinerie, les meubles, les appareils domestiques et le secteur minier. Mais à la différence de pays comme la Chine ou la Corée du Sud, la Turquie ne participe pas de cet engouement pour le secteur agricole et l'achat de terres en Afrique⁶⁴. En plus des petites et moyennes entreprises dont on a vu qu'elles étaient motrices de l'implantation turque en Afrique, l'intérêt des grosses compagnies turques pour l'Afrique subsaharienne a aussi augmenté. La région constitue environ 2 % du volume total du commerce des contractants turcs, dont 18 % en Afrique du Nord. À titre d'exemple, Kolin, une grande compagnie de « contracting » a lancé un projet d'infrastructure s'élevant à 140 millions de dollars en Ouganda, alors que TAV Construction, le 4^e plus grand contractant aéroportuaire mondial, s'est lancé dans de nombreux projets d'infrastructures en Afrique du Sud et au Kenya. Le conglomerat turc Koç Holding (qui inclut les appareils BEKO) a acheté le leader sud-africain d'appareils électroménagers Defy pour 324 millions de dollars en 2011⁶⁵. La Turquie a aussi signé un accord d'investissement mutuel avec le Cameroun le 24 avril 2012 et le volume des échanges commerciaux entre ces deux pays devrait passer de 153 millions à 500 millions de dollars dans les quatre prochaines années⁶⁶.

En ce qui concerne les zones d'échanges principales de la Turquie avec le continent africain, l'Afrique subsaharienne tient une part croissante par rapport aux échanges commerciaux avec l'Afrique du Nord, qui est un partenaire historique de la Turquie et attire à elle seule 19 % des échanges⁶⁷. En ce qui concerne les régions favorisées, la Turquie échange de manière équilibrée avec les différents pôles de l'Afrique subsaharienne. En Afrique de l'Est, le Kenya et avant tout l'Éthiopie (avec un volume d'échange de 3,2 milliards de dollars en 2011) sont des ponts commerciaux de la Turquie en Afrique. En Afrique de l'Ouest, ce sont le Niger, le Ghana et le Nigeria qui jouent ce rôle. En Afrique australe, l'Afrique du Sud, avec 1,6 milliards échangés en 2012, est le seul partenaire significatif

⁶⁴ Au sujet de l'achat de terres agricoles en Afrique subsaharienne voir notamment Alain Antil, « La ruée sur les terres agricoles. Quel impact pour l'Afrique ? », *Note de l'Ifri*, janvier 2011.

www.ifri.org/?page=detail-contribution&id=6720&id_provenance=103&provenance_context_id=1.

⁶⁵ *Agence Ecofin*, « Le groupe turc Arçelik s'offre le leader sud africain de l'électroménager », 9 août 2011,

www.agenceecofin.com/fusions-acquisitions/0908-805-le-groupe-turc-arcelik-s-offre-le-leader-sud-africain-de-l-electromenager.

⁶⁶ Anadolu Agency, « <http://www.aa.com.tr/en/news/47225--d> Turkey and Cameroun sign agreement », 24 avril 2012,

www.aa.com.tr/en/news/47225--d.

⁶⁷ *L'économiste*, « Turquie-Afrique Erdogan confirme ses ambitions pour le continent », Casablanca, 14 mai 2012

www.leconomiste.com/article/894362-turquie-afriqueerdogan-confirme-ses-ambitions-pour-le-continentde-notre-envoy-sp-cial.

de la région et le premier partenaire turc en Afrique subsaharienne⁶⁸. La plupart des investissements turcs en Afrique correspondent à des entreprises turques qui à la base exportaient vers l'Afrique du Sud et ont ensuite décidé de s'y installer, en raison de politiques sud-africaines actives pour attirer l'investissement étranger. L'Afrique du Sud est donc l'un des pays africains où se situe la plus grosse communauté d'hommes d'affaires turcs (environ 1 000 personnes). Seule l'Afrique centrale reste à la marge dans les relations économiques turco-africaines⁶⁹.

De nouveaux acteurs privés turcs entre religion et commerce en Afrique

Nous décrivons ici les différents types d'acteurs privés turcs actifs en Afrique et les origines de leur émergence.

L'émergence de nouveaux acteurs liée à la démocratisation de la Turquie

Jusque dans les années 1990, la politique étrangère turque était menée par des élites tournées vers l'Occident. Au cours des années 1980, l'arrivée au pouvoir de Turgut Özal a initié une phase d'ouverture politique. Cette ouverture au libéralisme économique et social a constitué une opportunité pour des groupes sociaux qui étaient jusque-là maintenus en périphérie et notamment des groupes musulmans conservateurs. Ces mouvements s'inscrivent rapidement dans les espaces rendus libres par ces mesures de libéralisation que ce soit dans les médias ou dans la sphère économique, en développant un véritable empire médiatique et financier⁷⁰. On voit donc émerger des groupes religieux et nationalistes réclamant une identité différente de celle de l'élite urbaine laïciste qui avait dominé la sphère publique jusqu'à cette période.

Ce processus se poursuit au cours des années 1990 et surtout au cours des années 2000 après l'arrivée au pouvoir de l'AKP qui met en œuvre une série de réformes dans le cadre de son processus d'adhésion à l'Union européenne. L'espace public devient donc plus ouvert que jamais. Or certaines de ces organisations

⁶⁸ « Economic relations between Turkey, S. Africa must reflect economies and mutual interest », *Today's Zaman*, 17 juin 2013, <www.todayszaman.com/news-318511-economic-relations-between-turkey-s-africa-must-reflect-economies-and-mutual-interest.html>.

⁶⁹ « Nouveaux et anciens partenaires sont complémentaires », in *L'Afrique et ses partenaires émergents*, Africa Economic Outlook, 2011 <www.africaneconomicoutlook.org/fr/thematique/emerging-partners/nouveaux-et-anciens-partenaires-sont-complementaires/>

⁷⁰ Hakan Yavuz, John L. Esposito (eds.), *Turkish Islam and the Secular State: The Gülen Movement*, Syracuse University Press, 2003.

réalisent les opportunités à saisir d'une expansion à l'étranger, initiée dans les années 1990 avec les Balkans. Ils se tournent donc vers l'Afrique et incitent l'État turc à développer des liens avec l'Afrique subsaharienne.

Parmi elles on peut citer notamment le mouvement Gülen dont on verra qu'il est l'un des réseaux privés les plus importants dans l'expansion de la Turquie en Afrique. Ce réseau d'acteurs fut fondé autour de Fethullah Gülen, un penseur religieux turc exilé aux États-Unis, qui est devenu une personnalité religieuse mais aussi intellectuelle incontournable en Turquie. Ses disciples sont à la tête d'un des mouvements islamiques les plus puissants au monde en termes de capacité financière et de capacité de mobilisation⁷¹. Nous verrons ci-dessous que ce mouvement se caractérise par son intersectorialité puisqu'il est présent dans les sphères d'affaires, humanitaire et éducative entre autre.

Des nouveaux acteurs privés façonnant la politique étrangère turque

Les acteurs économiques sont au cœur de l'action turque en Afrique. Les « Tigres anatoliens » dont nous avons déjà parlé sont des commerçants conservateurs, enrichis au cours des années 1980 avec l'ouverture économique croissante du pays. Ces acteurs, qui n'ont pas bénéficié des financements de l'État, sont très engagés pour la libéralisation économique. Une partie de ces acteurs privés, qui constituent un segment de la base électorale de l'AKP, se retrouvent aussi comme les moteurs de la présence turque en Afrique. Certains d'entre eux constituent les membres actifs du mouvement éducatif d'inspiration religieuse de Fethullah Gülen. En Afrique, les « Tigres d'Anatolie », qu'ils se contentent de faire du commerce avec la région ou qu'ils s'y soient installés à long terme, utilisent leur pouvoir financier en soutenant la création des écoles liées au mouvement Gülen. La plupart de ces acteurs sont chapeautés par la confédération d'hommes d'affaires TUSKON, qui organise un « pont commercial » Turquie-Afrique. Ces « ponts commerciaux », organisés par la Turquie avec différentes régions du monde, visent à constituer un forum de rencontre entre hommes d'affaires. La 7^e édition du Pont commercial Turquie-Afrique s'est tenue en janvier 2011 à Istanbul et a accueilli plus de 350 entrepreneurs africains de 54 pays d'Afrique pour un total de 950 entrepreneurs présents. Dix mille rencontres commerciales entre entrepreneurs ont été organisées. Cela a abouti à des accords commerciaux estimés à 300 millions de dollars. Ces ponts

⁷¹ Comme en a témoigné l'élection surprise de Fethullah Gülen comme penseur le plus influent de l'année par le magazine *Foreign Policy*, en juin 2008, suite à un vote électronique où 550 000 votes en sa faveur ont été enregistrés par le site internet de la revue lui permettant de devancer très largement des personnalités tels que Noam Chomski et Muhamad Yunus. <<http://ovipot.hypotheses.org/1566>>

commerciaux sont organisés en coordination avec le ministère des Affaires étrangères turques.

Les acteurs de l'humanitaire islamique turc sont aussi très présents sur le terrain africain et contribuent à façonner l'image positive de la Turquie dans ces pays. L'organisation Kimse Yok mu⁷² constitue le bras humanitaire du mouvement Gülen. Le mouvement Kimse Yok mu a été créé en 1999 suite au tremblement de terre meurtrier qui secoua la Turquie ainsi que la Grèce. Il est issu d'un programme TV lancé sur Samanyolu TV, une chaîne télévisée proche du mouvement de Fethullah Gülen. Axé surtout sur l'éducation, le mouvement Gülen comporte une branche humanitaire qui distribue de la nourriture lors des catastrophes naturelles ou organise la distribution d'alimentation lors des fêtes musulmanes aux populations dans le besoin. En Afrique subsaharienne, le mouvement est présent dans la plupart des pays où sont organisés des convois de matériel de santé et de médicaments. Il est particulièrement actif au Soudan. Après la mise en place en 2007 d'un centre de santé où sont effectuées des opérations de la cataracte, une école ainsi qu'un projet d'installation de puits pour l'accès à l'eau potable ont été achevés en 2012. Au cours de la famine en Somalie en 2010 et 2011, Kimse Yok mu a été l'un des intermédiaires privilégiés de l'État turc suite à la déclaration du Premier ministre Erdoğan qui, le 21 août 2011 à Istanbul, devant le comité exécutif de l'OCI, appelait à « la communauté du Prophète » pour justifier la campagne de dons lancée par la Turquie. Cette campagne s'est appuyée sur les ONG islamiques parmi lesquelles en première ligne l'ONG Kimse Yok mu mais aussi comme nous le verrons l'IHH (*İnsan Hak ve Hürriyetleri İnsani Yardım Vakfı*, Fondation pour les Droits de l'Homme et la Liberté). Elle visait à récolter 100 millions d'euros pour lutter contre la famine somalienne. Ainsi durant le mois de Ramadan en 2011 Kimse Yok mu a distribué quotidiennement deux repas chauds à plus de 70 000 personnes dans des camps en Somalie.

L'IHH, autre organisation humanitaire très active en Afrique, est la branche humanitaire d'un mouvement plus radical, le Milli Görüş. L'IHH, fondée en 1992 a été soutenue par le parti Refah (parti interdit en Turquie en 1998, dont émergera sous une version réformiste l'AKP, au pouvoir depuis 2002). Le mouvement s'est illustré en arrimant la flottille du Mavi Marmara à Gaza⁷³. Cette initiative, violemment réprimée par les autorités israéliennes le 31 mai 2010 avait suscité à un véritable malaise dans l'opinion publique internationale. Ce mouvement humanitaire, interdit dans certains pays (comme l'Allemagne désormais) en raison de suspicions de liens avec des organisations terroristes, est un acteur important de la présence turque au Moyen-Orient mais aussi en Afrique

⁷² Littéralement « N'y a-t-il donc personne ? ».

⁷³ Voir Jean Marcou, « Forte émotion en Turquie après l'assaut israélien contre la flottille Free Palestine. », OVIPO, IFEA, <<http://ovipot.hypotheses.org/1443>>.

subsaharienne. Il mène aujourd'hui des actions dans une quarantaine de pays africains où il se fait connaître notamment par la distribution de dons lors des grandes fêtes musulmanes (fête du sacrifice, Iftar)⁷⁴. L'IHH est particulièrement présente en Somalie où elle a développé de nombreux projets. Ainsi la mosquée construite par l'IHH à Mogadiscio a été inaugurée par le vice Premier ministre turc Bekir Bozdağ le 9 mars 2012. Une autre mosquée a été inaugurée au Rwanda en 2013⁷⁵. L'association a aussi procédé à la construction d'un institut pour l'éducation des femmes et à la construction d'un centre de santé pour la lutte contre les maladies tropicales⁷⁶. En Somalie, l'IHH a opéré près de 10 000 personnes gratuitement de la cataracte, réhabilité 14 mosquées et creusé 370 puits⁷⁷. L'IHH se démarque donc de Kimse Yok mu en intégrant la donnée religieuse à son action humanitaire et en s'adressant de préférence aux populations musulmanes d'Afrique.

Ces deux mouvements humanitaires islamiques sont tous deux hérités de traditions islamiques qui divergent largement dans leur vision du monde. L'IHH inscrit son action dans une perspective plus ouvertement appuyée sur la promotion de l'Islam et une opposition radicale à Israël. Le mouvement Gülen quant à lui, représenté dans son action humanitaire par l'organisation Kimse Yok mu, privilégie des actions moins clivantes et moins marquées politiquement⁷⁸. Le mouvement de Fethullah Gülen tire aussi sa spécificité de l'accent mis sur l'enseignement dans son action.

Enfin, le mouvement Gülen a aussi constitué un réseau éducatif très étendu en Afrique. Il se présente comme un mouvement prônant la synthèse entre modernité et islam. C'est pour cette raison que la vocation du mouvement est avant tout éducative. Le mouvement a ouvert des écoles dans près de 120 pays. Son ouverture à l'international a commencé par l'ouverture d'une première école en Azerbaïdjan en 1991. La première école africaine a été ouverte au Kenya en 1996. Ces écoles turques sont financées par un système de parrainage par des fédérations d'hommes d'affaires de Turquie. Ainsi au sein de chaque ville de Turquie, est constituée une organisation d'hommes d'affaires qui finance l'établissement d'écoles dans un voire plusieurs pays africains en fonction de sa puissance économique. Ce choix pour chaque association d'une ville turque de financer une région particulière résulte soit d'une opportunité d'affaire, soit d'un contact préalable d'un des membres du groupe

⁷⁴ <www.ihh.org.tr/>

⁷⁵ « New mosque inaugurated in Rwanda », <www.ihh.org.tr/fr/main/news/2/new-mosque-inaugurated-in-rwanda/1839>.

⁷⁶ Ibid.

⁷⁷ « Assessing Turkey's role in Somalia », *Africa Briefing n°92*, International Crisis Group, 8 octobre 2012, <www.crisisgroup.org/en/regions/africa/horn-of-africa/somalia/b092-assessing-turkeys-role-in-somalia.aspx>.

⁷⁸ À ce propos, voir Samim Akgönül, « Islam turc, islams de Turquie : acteurs et réseaux en Europe », *Politique étrangère* 1/2005 (Printemps), p. 35-47.

avec un des pays africains concernés. Ici, le rôle de la diaspora d'enseignants du mouvement Gülen qui travaillent dans les écoles turques en Afrique doit être souligné. Le mouvement utilise ces intermédiaires locaux envoyés dans un pays africain pour inciter les hommes d'affaires présents sur place ou de passage à créer une activité économique dans le pays africain en question et, s'ils ont du succès, des écoles.

Ainsi, par exemple, les hommes d'affaires proches du mouvement de Fethullah Gülen à Izmir se sont constitués en une association d'hommes d'affaires qui a financé l'ouverture de six écoles du réseau *Light Academy* au Kenya (à Nairobi et à Mombasa). Ces écoles privées axées sur l'enseignement des sciences dures ont souvent atteint des niveaux d'excellence académique aux concours nationaux⁷⁹. Par ailleurs, des bourses sont fournies par ces mêmes hommes d'affaires pour permettre aux meilleurs étudiants africains de ces écoles de poursuivre leurs études en Turquie notamment (pour l'université). Certains de ces élèves sont ainsi envoyés dans des universités turques et deviendront parfaitement turcophones.

Comme on a pu le voir, certains mouvements tels que le mouvement de Fethullah Gülen ont su adopter en Afrique une organisation en réseau présente aussi bien dans le secteur éducatif qu'économique ou humanitaire. Bénéficiant à la fois d'une certaine souplesse permise par la décentralisation du mouvement et d'une grande capacité de mobilisation en fonction des besoins, le mouvement Gülen s'est avéré efficace dans son expansion dans ces secteurs. Face au succès de telles coordinations, les représentants des instances étatiques vont donc négocier avec ces acteurs privés afin de pouvoir se réapproprier leur action. On assiste alors à des phénomènes de joint-venture dans la production de l'influence turque en Afrique subsaharienne.

⁷⁹ Gabrielle Angey, « Turkish Islam in Africa: a Study of the Gülen Movement in Kenya », *Mambo IFRA*, 2012
<<http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00761243>>.

Une joint-venture entre acteurs privés et gouvernement dans l'ouverture à l'Afrique : négociations et collaboration diplomatique et économique.

Nous verrons ici les rapports entretenus entre l'État turc et les réseaux privés dont nous venons de parler.

L'utilisation historique de la ressource Islam par l'État turc

La politique d'utilisation de l'Islam a débuté sous le gouvernement de Turgut Özal dans les années 1980. Ainsi, d'après Bayram Balci⁸⁰,

« Quand la Turquie a voulu jouer la carte de l'Islam pour proposer aux nouveaux pays un "modèle turc" alternatif pour conjurer le spectre du fondamentalisme, les premiers partenaires sollicités ont été ces groupes ».

Ceci afin d'étendre son influence sur les territoires qui appartenaient à l'Empire Ottoman tels que le Caucase, l'Asie centrale et les Balkans.

L'AKP a prolongé cette stratégie en soutenant le mouvement éducationnel de Gülen et son expansion en Afrique. Au-delà d'une simple joint-venture⁸¹ mue par des intérêts communs, l'arrivée au pouvoir de l'AKP pose nombre de questions en raison de différents événements témoignant de la proximité idéologique d'éléments du gouvernement avec le mouvement Gülen. L'AKP lui-même a affirmé le rôle de l'Islam comme instrument de sa politique sur la scène internationale. Ce recours à l'Islam peut apparaître lors des sommets organisés par l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) qui présente comme objectif de rapprocher par-delà les continents des pays unis par la même foi et postule la nécessité de protéger un « monde musulman »⁸² dans les relations internationales afin de défendre ses intérêts. Cette volonté d'utiliser la référence à l'Islam comme une ressource symbolique dans l'expansion turque en Afrique se retrouve dans le discours de Recep Tayyip Erdoğan, Premier ministre turc, qui, le 21 août 2011 à Istanbul, devant le comité exécutif de l'OCI, en appelle à « la communauté du Prophète » pour justifier la campagne de dons lancée par la Turquie pour aider la Somalie. Elle se retrouve enfin lors de sa visite au Sénégal en janvier 2013, où la proximité religieuse des deux pays a été mise en avant. Alors que le Premier ministre sénégalais

⁸⁰ Frédérique-Jeanne Besson, « L'action des Fethullahci en Azerbaïdjan », *Cahier d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n°38, juillet-décembre 2004.

⁸¹ Olivier Roy, in Bayram Balci, *op.cit.*

⁸² Expression utilisée sur le site officiel de l'OCI, <www.oic-oci.org>.

Abdoul Mbaye avait mis en avant le profil similaire de ces deux pays à la fois musulmans et démocratiques, Recep Tayyip Erdoğan quant à lui, a fait le récit de tirailleurs sénégalais combattant pour la France contre l'Empire Ottoman dans les Dardanelles en 1915, qui, ayant entendu l'appel à la prière, auraient abandonné les armes pour aller prier et refusé de combattre contre « leurs frères » ottomans⁸³.

Une action diplomatique et économique conjointe

D'après les chercheurs turcs Özkan et Akgün⁸⁴, la politique africaine actuelle de la Turquie serait plus que jamais déterminée par l'action de la société civile turque en Afrique. En effet, dans l'action diplomatique turque, les intérêts de la société civile, du secteur des affaires et de l'État auraient largement convergé. Cette collaboration donne lieu à une sorte d'échange de bons procédés sur le terrain. Ainsi, lors des visites officielles, les écoles sont reconnues comme des représentations de la Turquie en Afrique et font l'objet de visites officielles. La dernière en date remonte à la tournée africaine du Premier ministre Erdoğan en janvier 2013. Son épouse s'est rendue dans l'école turque de Niamey où a été organisée une cérémonie. Par ailleurs, lors de sa tournée au Gabon, au Niger et au Sénégal, le Premier ministre et ses ministres ont participé à des sommets commerciaux bilatéraux qui étaient organisés pour l'occasion par deux syndicats turcs proches du gouvernement et qui se sont lancés à l'assaut de l'Afrique, la *MÜSIAD Müstakil Sanayici ve İşadamları Derneği*, l'Association des Industriels et Hommes d'affaires Indépendants et TUSKON.

À titre d'exemple de cette diffusion culturelle de la présence turque nous pouvons citer le Festival de la gastronomie et de la culture turque qui se tient à Johannesburg annuellement depuis trois ans. Ayant rassemblé en 2011 près de 10 000 personnes, il est organisé par le syndicat des hommes d'affaires turcs en Afrique du Sud (la SATBA) et par des institutions éducatives d'inspiration religieuse, appartenant au mouvement Fethullah Gülen. On voit ici que la représentation culturelle de la Turquie ne passe pas seulement par sa représentation diplomatique mais bien aussi par les acteurs privés qui sont souvent pionniers dans des initiatives de représentation et sont ensuite reconnus par les acteurs publics turcs qui soutiennent leur action⁸⁵. Ainsi, les acteurs privés créent dans

⁸³ Gabrielle Angey, « Tournée Africaine du premier ministre Recep Tayyip Erdoğan : quand anti-impérialisme rime avec capitalisme », OVIPO, 25 janvier 2013, <<http://ovipot.hypotheses.org/8354>>.

⁸⁴ Mehmet Özkan et Birol Akgün, « Turkey's opening to Africa », *Journal of Modern African Studies*, No 48, 4 (2010), p. 525–546.

⁸⁵ « Second Turkish food and culture festival held in South Africa, in *Today's Zaman*, Istanbul », 19 mars 2011, <www.todayszaman.com/newsDetail_getNewsById.action?newsId=238602>.

certains cas, une « dépendance au sentier⁸⁶ » entérinée par le gouvernement turc *a posteriori*, étant donné que ces actions bénéficient à la stratégie d'influence de la Turquie.

Les limites et défis d'un rapprochement récent entre la Turquie et l'Afrique

Si l'« Ouverture à l'Afrique » a été un succès pour la Turquie, il convient de montrer les limites de cette expansion ainsi que les défis qui s'imposeront à elle.

Sur le plan économique

Sur le plan économique, la présence turque, si elle a crû exponentiellement depuis une dizaine d'années, reste malgré tout très modeste. La Chine est aujourd'hui le premier partenaire commercial de l'Afrique avec un volume d'échange de 166 milliards de dollars en 2012. Les États-Unis sont juste derrière. Or la Turquie avait fixé pour objectif en 2013 d'atteindre un niveau de 50 milliards de dollars, objectif repoussé à l'horizon 2015 et qui semble désormais peu réaliste. La Turquie, elle, ne représente que 2,4 % de la part du commerce extérieur de l'Afrique contre 13,9 % pour la Chine, 5,1 % pour l'Inde et plus de 44 % pour l'Europe des 28. De plus, au cours de l'année 2011-2012, le commerce turco-africain a stagné, en raison de la crise économique.

Il semble donc que si les échanges turco-africains sont incontestablement dans une dynamique de croissance très forte, ils n'atteignent pas pour l'instant les objectifs très ambitieux fixés par les dirigeants turcs. De plus, la crise économique mondiale débutée en 2008 qui a pourtant assez légèrement touché la Turquie, a ralenti la croissance des échanges entre la Turquie et l'Afrique pour les années 2011 et 2012.

Sur le plan diplomatique

Une des limites du rapprochement diplomatique turc avec l'Afrique est apparue dans la gestion du cas somalien. Cette limite tient à la forme même de l'action turque en Afrique qui coordonne action politique, humanitaire et économique. Cette forme d'action à l'étranger a permis à la Turquie d'obtenir une grande visibilité de son action dans les pays d'intervention. À Mogadiscio, l'action turque a été une des plus visibles et des plus efficaces aux yeux des habitants

⁸⁶ De l'anglais « Path Dependence », concept économique qui explique l'importance primordiale d'une première décision (notamment technologique) sur les décisions qui suivront.

de la ville et suscitant une attente de la population somalienne⁸⁷. Or, cette grande visibilité bénéficie à la Turquie autant qu'elle l'expose puisque les risques de voir ces attentes déçues sont grands. En effet, il semblerait que la Turquie ait privilégié un engagement « solo » et les actions coup de poing (notamment la grande campagne de dons lancée lors de la famine somalienne en 2011) au détriment d'une coordination avec les autres forces en présence (françaises et américaines notamment) et d'une pérennisation de ses investissements qui seule permettrait une véritable stabilisation de l'État en Somalie⁸⁸.

Le contexte régional instable dans lequel se trouve la Turquie (Syrie, Irak, Kurdistan)⁸⁹ semble remettre en cause la politique du « zéro problème avec les voisins »⁹⁰ qui permettait à la Turquie un véritable positionnement dans la région. Le début de la crise syrienne et le retournement de la Turquie contre son ancien allié syrien ne sont pas sans conséquences pour Ankara. La menace d'un renouveau de la lutte kurde par-delà les frontières, l'éloignement de la Turquie par la prise de position de ses alliés régionaux (Iran et Russie) ainsi que les retombées économiques et sociales des migrations massives de réfugiés syriens sont autant de problèmes mettant en question la politique de puissance turque. Ils soulignent aussi les fractures internes de la Turquie (sur la question kurde et la question religieuse) et le relatif échec de son pouvoir d'influence dans la région. Ce conflit laisse donc envisager un recentrage de la diplomatie turque sur les enjeux régionaux dans les années qui viennent et donc un risque à terme de ralentissement de l'ambition diplomatique africaine et internationale de la Turquie.

En ce qui concerne l'image de la Turquie au sein de la communauté internationale, Ankara a critiqué le mandat d'arrêt, lancé par la CPI en 2009, à l'encontre du président soudanais, en estimant que cela ne contribuerait pas à ramener la stabilité dans le Darfour⁹¹. La Turquie a reçu Omar el-Béchir lors du sommet turco-africain en 2009. Cette position témoigne d'une volonté de se démarquer des positionnements occidentaux pour marquer sa place sur la scène internationale, mais aussi de l'intérêt économique de la Turquie pour le Soudan. Elle s'explique aussi par le fait que le Soudan n'a, par ailleurs, toujours pas reconnu la compétence de la CPI, tout comme la Turquie qui n'a pas ratifié le traité lui donnant naissance, et ce bien que l'UE ait invité Ankara à le faire dans le cadre des négociations

⁸⁷ « Assessing Turkey's role in Somalia », *Africa Briefing n°92*, International Crisis Group, 8 octobre 2012.

⁸⁸ Ibid.

⁸⁹ A ce propos voir l'article de Bayram Balci, « La Turquie s'enlise en Syrie », *Libération*, 29 août 2012.

⁹⁰ Ibid.

⁹¹ Jean Marcou, « Le président soudanais, Omar Hassan al-Bachir, ne viendra pas à Istanbul, pour le sommet de l'OCI », *Observatoire de la vie politique turque*, 8 novembre 2009, <<http://ovipot.hypotheses.org/1022>>.

d'adhésion. Pourtant ce genre de positionnement risque de saper la crédibilité démocratique de la Turquie.

Cette distanciation vis-à-vis des puissances occidentales dans la diplomatie officielle de la Turquie apparaît régulièrement dans les discours du Premier ministre Recep Tayip Erdoğan qui utilise des éléments de discours anti-impérialistes pour justifier sa démarche. Par la posture qu'il a adoptée lors de sa tournée africaine de 2013, Recep Tayip Erdoğan a une fois de plus manié l'art du paradoxe, tenant un discours anti-impérialiste où il présente la Turquie comme un pays du Sud se situant du côté des opprimés face aux Occidentaux, alors même qu'il dirige un gouvernement d'inspiration libérale qui mène en Afrique une offensive avant tout commerciale. Ce discours à la fois inclusif dans le Sud et distancié par rapport aux puissances occidentales est une stratégie jusqu'à présent payante. Elle a permis au gouvernement turc de donner une image positive de la Turquie en Afrique tout en continuant à nouer des relations d'affaires, mais elle pourrait se révéler coûteuse si la présence turque n'était pas à la hauteur des discours. En effet, on peut penser à la Chine, désormais premier partenaire commercial de l'Afrique, qui commence à faire face à des mécontentements dans certains pays africains en raison des mauvaises conditions de travail imposées par certains entrepreneurs chinois⁹². Cela apparaît en totale inadéquation avec le discours tiers-mondiste développé par les autorités chinoises. Ainsi le meurtre en Zambie en août 2011 d'un manager de mine chinois lors de manifestations⁹³, s'il est un cas isolé, témoigne de tensions croissantes entre les populations africaines et certains acteurs de l'expansion économique chinoise en Afrique.

Les échos de la politique intérieure sur la politique étrangère turque

En ce qui concerne la politique intérieure, il convient de mentionner l'apparition d'un conflit entre certains membres du gouvernement et le mouvement de Fethullah Gülen. Si l'entente et le pragmatisme règnent comme nous l'avons vu dans la politique étrangère turque, sur la scène intérieure, deux groupes d'acteurs très puissants, constitués pour l'un autour du Premier ministre Erdoğan, bénéficiant d'un large soutien populaire et pour l'autre autour de Fethullah Gülen et de son mouvement de grande ampleur inséré à la fois dans l'économie, les médias, le religieux mais aussi dans l'appareil étatique, sont entrés en conflit. Ces deux groupes acteurs s'étaient soutenus dans l'union face au pouvoir kémaliste laïciste quand ils étaient tous deux brimés au cours des années 1990. Ils sont restés

⁹² François Bougon, Sébastien Hervieu, *Le Monde*, « Chine-Afrique : la fin de la lune de miel », 22 mars 2013, <www.lemonde.fr/international/article/2013/03/22/chine-afrique-la-fin-de-la-lune-de-miel_1852804_3210.html>.

⁹³ Tanguy Berthemet, « En Zambie, la Chinafrique à la peine », *lefigaro.fr*, 7 août 2012, <www.lefigaro.fr/international/2012/08/07/01003-20120807ARTFIG00463-en-zambie-la-chinafrique-a-la-peine.php>.

unis pendant les premières années au pouvoir de l'AKP afin de lutter contre la mainmise datant de plusieurs décennies de l'armée sur le pouvoir. Mais très vite, des frictions sont apparues dans la recherche du pouvoir (économique, politique mais aussi médiatique)⁹⁴. Ainsi en novembre 2013, Erdoğan a annoncé son intention de fermer les *dershanes*, ces instituts privés de tutorat pour les élèves, très populaires en Turquie, qui constituent l'une des plus grandes sources de revenus du mouvement Gülen en Turquie. Suite à la levée de bouclier médiatique et politique (au sein même de l'AKP) déclenchée par cette décision, le projet de fermeture des *dershanes* a été repoussé à 2015. Mais un *statu quo* n'a pas pour autant émergé puisque les 17 et 18 décembre 2013, un vaste coup de filet dans l'entourage direct d'Erdoğan, mené par un procureur proche du mouvement Gülen a conduit à l'arrestation de près de 70 personnes (dont les fils de trois ministres du gouvernement) pour des allégations de corruption et de pots-de-vin. Le divorce entre l'AKP et le mouvement Gülen semble désormais consommé⁹⁵. Les derniers développements semblent indiquer une volonté du gouvernement d'Erdoğan de reprendre la main sur les réseaux éducatifs liés au Mouvement Gülen dans le monde entier. Ainsi, il a été demandé aux ambassadeurs turcs de ne plus participer aux olympiades organisées par les écoles turques de Fethullah Gülen dans leur pays d'accueil (incluant l'Afrique)⁹⁶, et une unité spéciale du ministère de l'éducation turc a été constituée pour contrôler ces écoles (qui sont jusqu'à présent totalement privées)⁹⁷. Il conviendra donc de suivre avec attention les conséquences de cette crise sur les dispositifs de la présence turque en Afrique.

⁹⁴ Bayram Balci, « Turkey's Gülen Movement : Between Social Activism and Politics », *Foreign Policy Journal*, 24 octobre 2013, <<http://carnegieendowment.org/2013/10/24/turkey-s-g%C3%BClen-movement-between-social-activism-and-politics/gr8q>>.

⁹⁵ Bayram Balci, « Consequences for Turkish democracy from a split between the AKP and Gülen », *Foreign Policy Journal*, 9 décembre 2013. <<http://carnegieendowment.org/2013/12/09/what-consequence-for-democracy-in-turkey-of-split-between-akp-and-fetullah-g%C3%BClen-movement/gvqw>>.

⁹⁶ Servet Yanatma, « Davutoglu demande aux ambassadeurs de ne pas assister aux Olympiades turques », 13 mars 2014, <www.zamanfrance.fr/article/davutoglu-demande-aux-ambassadeurs-ne-pas-assister-aux-olympiades-turques-8397.html>.

⁹⁷ « Milli Eğitim'den 'Türk okulları' için özel birim », 14 mars 2014 <www.radikal.com.tr/turkiye/milli_egitimden_turk_okullari_icin_ozel_birim-1181322>.

Conclusion

L'ouverture de la Turquie à l'Afrique s'inscrit dans le contexte plus large de la volonté de la Turquie, économie émergente, de se déployer sur le plan diplomatique et économique. Dans ce cadre, l'Afrique, avec laquelle la Turquie avait très peu d'échanges jusqu'à il y a une dizaine d'années, représente des opportunités à la fois commerciales et diplomatiques (notamment en ce qui concerne les votes dans les organisations internationales) qui font suite à la déception vis-à-vis du projet d'intégration européenne et au succès mitigé de l'action turque dans les Balkans (où la Russie reste l'acteur incontournable).

Dans ce projet, la politique turque en Afrique s'avère être coproduite. En effet, le rôle de la société civile y est très important : les réseaux humanitaires, éducatifs ou entrepreneuriaux ayant souvent été pionniers dans la région, l'action diplomatique s'appuie sur ces acteurs privés qui se rendent incontournables sur le terrain.

Ces organisations de la société civile ont joué un rôle d'instigateur dans l'action turque en Afrique de deux manières. D'abord, la libéralisation de la scène publique turque dans les années 1990 et 2000 mise en œuvre dans le cadre du processus d'accession à l'Union européenne a permis l'émergence d'une société civile autonome et marquée notamment par l'Islam politique. L'AKP qui, comme nous l'avons vu, une fois arrivée au pouvoir était elle aussi encline à une multipolarisation de sa politique étrangère a vu d'un bon œil les initiatives privées en Afrique subsaharienne. Ainsi, pendant la période de gouvernement de l'AKP, l'État turc a utilisé et tiré avantage des actions mises en œuvre par les acteurs privés (ONG, hommes d'affaires, ou réseaux scolaires) particulièrement en Afrique.

Ainsi en Afrique, la présence turque se caractérise par un nombre croissant d'ambassades, de rencontres diplomatiques tenues à un rythme soutenu et orientées autour de la signature d'accords économiques, auxquels participent les acteurs privés turcs tels que ceux du mouvement Gülen, qui construisent la présence de la Turquie au quotidien dans les pays d'Afrique subsaharienne.

Cette collaboration entre acteurs privés et publics turcs sur le terrain africain caractérise ce que l'ancien Premier ministre somalien Abdilewi qualifie de « modèle turc » d'action, que les autres puissances en présence n'auraient « pas réussi à mettre en

œuvre »⁹⁸. La Turquie se porte à nouveau candidate au siège de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour 2015-2016. Cette élection (et le soutien ou non qu'Ankara recevra des pays africains) sera l'occasion de voir si l'on peut véritablement parler d'une réussite pérenne de cette stratégie turque en Afrique.

Mais la crise actuelle que traverse la Turquie liée au conflit entre deux puissants individus, le premier ministre turc Recep Tayip *Erdoğan* et le penseur religieux Fethullah Gülen peut totalement reconfigurer le dispositif d'expansion turque en Afrique que nous avons pu décrire précédemment. Nous demandons donc aux lecteurs de prendre en compte cette analyse comme celle d'une période donnée de la collaboration turque en Afrique, celle de l'alliance sur le terrain entre le gouvernement de l'AKP et les acteurs privés turcs souvent liés à des cercles religieux qui, initiée surtout à partir de 2003 en Afrique subsaharienne, semble menacée de prendre fin.

⁹⁸ « Assessing Turkey's role in Somalia », *Africa Briefing n°92*, International Crisis Group, 8 octobre 2012, p.6.